



## QUE FAIT TOTALENERGIES POUR LUTTER CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ?

### SE CONTENTE-T-ELLE DE BRÛLER SES ACTIONS ET D'ÉMETTRE DE LA DETTE CÔUTEUSE RIPOLINÉE EN CAPITAUX PROPRES ?

Compte-rendu de l'examen annuel de la situation économique et financière par le Comité social et économique central (CSEC) de l'UES Amont Global Services Holding (AGSH) – Séance du 6 juillet 2023

L'un des thèmes, qui remplit les deux demi-journées des séances préparatoire et plénière (5 et 6 juillet) du CSEC de l'Unité économique et sociale (UES) AGSH, fut la consultation annuelle de l'instance sur la situation économique et financière de l'Entreprise. Cette consultation requiert au préalable l'analyse par un expert (JDS) des comptes 2022 à la fois de TotalEnergies SE et des filiales françaises de l'UES AGSH (TGx, OneTech, Elf EP. Cette **expertise approfondie** (121 pages), [accessible ici](#) (en partie en raison de remarques de l'employeur), est **synthétisée** par JDS à un premier niveau en **7 planches techniques denses**, visibles [ici](#) dans une large mesure (pour la même raison).

Cette expertise est également synthétisée à deux niveaux par le CSEC lui-même. Le dernier niveau de cette synthèse est l'**avis du CSEC sur la situation**. Au prix de compromis entre élus relatifs à la rédaction de ses deux derniers paragraphes, cet [avis, disponible ici](#), a été **adopté à l'unanimité des 17 membres du CSEC**.

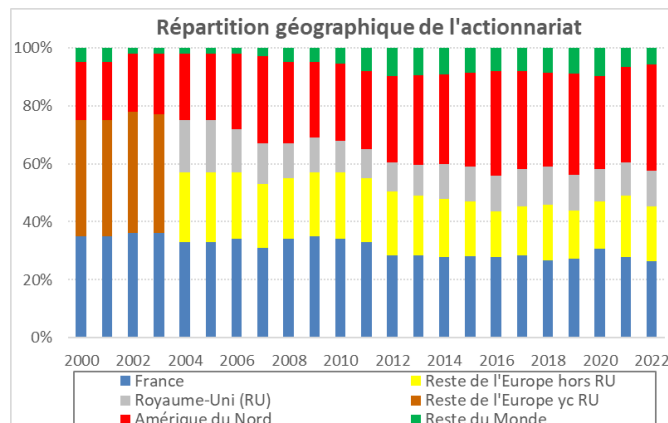
Les messages en sont nombreux. Mais finalement, au cours de 2022 dont la conjoncture économique fut extrêmement favorable pour TotalEnergies et due notamment à une épouvantable guerre qui semble devoir durer, TotalEnergies apparaît avoir

- **Renforcé** un fonctionnement guidé principalement par une **vision de portefeuille financier de ses actifs**, avec le poids croissant de participations financières minoritaires dans la formation de son résultat ;
- **Maintenu stables depuis 2018 les salaires et traitements (9 G\$)**, contrairement à la [déclaration d'octobre 2022 par la Compagnie du caractère prioritaire des salariés dans le partage de la valeur](#) ;
- **Renforcé un retour forcené à l'actionnaire et une politique de financement focalisée sur une communication d'un taux d'endettement** basé sur des normes comptables transformant magiquement, mais chèrement, de la dette (12,25 G€) en capitaux propres et abaissant ainsi notablement la rentabilité sur capitaux propres (ROE) au risque d'une baisse de l'enveloppe d'intéressement versée en 2024 ;
- **Jamais osé mettre en perspective d'une part le prix de rachat de ses 381 millions actions depuis début 2018 et d'autre part les valeurs d'émissions de ses actions** lors des versements de dividendes en actions (319 millions d'actions) et de l'acquisition de Maersk (97 millions d'actions), soit une **perte de trésorerie entre l'achat et l'émission de 381 millions d'actions de 4,1 G€** ;

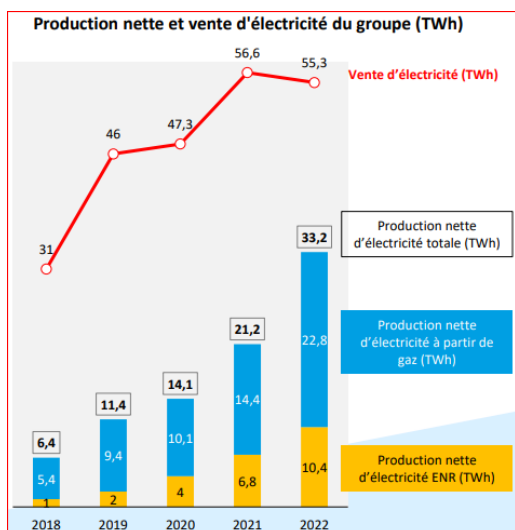
Actions émises (hors actions gratuites et ACRS*)			
Nbre d'actions	Objet	Valeur d'émission	Prix unitaire
97 500 000	<a href="#">Acquisition MAERSK**</a>	3 854 613 750 €	39,53 €
319 054 588	Emission pour dividendes en actions (juin 2015 à juillet 2020)	12 925 096 755 €	40,51 €
416 554 588	Somme	16 779 710 505 €	40,28 €
Actions achetées (du 9 février 2018 au 30 juin 2023)			
Nbre d'actions		Coût	Prix unitaire
381 298 845		19 430 724 582 €	50,96 €
* ACRS : augmentations de capital réservées aux salariés			
** Estimations du communiqué de Total daté du 8/3/2018			

- **Infléchi ses objectifs environnementaux en sacrifiant prioritairement la branche Marketing Services** et en ne se préoccupant plus de l'impact environnemental de ses ventes de GNL autrement que par les **émissions de méthane de ses actifs opérés... qui ne contiennent quasi-jamais des usines de liquéfaction...**

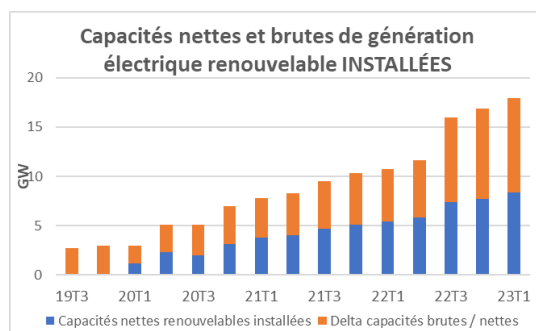
- **Applaudi, de peur sans doute de devoir remettre en cause plus profondément sa stratégie environnementale, la croissance de l'actionnariat états-unien**, plus indifférent aux considérations environnementales que l'actionnariat britannico-européen désormais ; TotalEnergies oublie ainsi ou fait semblant d'oublier les funestes conséquences sur bon nombre de sociétés industrielles françaises, notamment celles dotée d'une direction générale vieillissante inquiète ou charmée par les menaces, pressions, tentations et dollars transatlantiques ;



- **Maintenu l'opacité sur les raisons de la baisse, si vantée, de son point mort cash** alors que la baisse des coûts de production a bénéficié depuis 2014 à 3 des 4 autres majors : la baisse des prix des contracteurs, des cessions d'actifs à coût de production élevé rendue plus faciles par les 45,7 G\$ de dépréciations exceptionnelles depuis 2014, baisse des investissements organiques de l'EP, ou existe-t-il d'autres raisons ? ;



- Poursuivi une communication relative à la croissance de sa **capacité de génération électrique renouvelable** sur une base brute (comme si elle en détenait 100%), sans



**jamais fournir la répartition par nature et localisation de ces capacités nettes** (en part patrimoniale ou de détention) et en demeurant très discrète sur le taux d'utilisation de ces capacités nettes (autour de 20 %), **et sans jamais fournir la source** (EdF pour partie) **et les conditions de ses achats d'électricité pour fournir ses clients ;**

- **Tout juste stabilisé son budget consolidé R&D après une baisse quasi-ininterrompue depuis 2014 alors que celui conduit par One Tech n'a cessé de baisser depuis 2020** ; la baisse des budgets R&D relatifs aux hydrocarbures est plus rapide que la hausse des budgets *power* et « CO<sub>2</sub> et anticipation » ;
- **Réduit en volume ses prestations de service issues de One Tech et de l'EP aux projets, branches et filiales** (moins d'expatriés et moins de *Requests for Services*) **tout en ayant notablement accru les montants facturés**, interrogeant la compétitivité future desdites prestations aux projets et branches.

Alors qu'elle aime à communiquer sur la fiscalité européenne de ses superprofits (1,6 G\$) et ses rabais accordés à la vente des carburants (0,5 G\$), **la Compagnie est demeurée très discrète sur le montant des aides qu'elle reçoit de l'État français au titre de la formation en alternance (apprentissage inclus).**

**Plus généralement, le cœur technique de l'Entreprise s'étiole et la considération humaine qui y fonde, comme neige au soleil, oups pardon..., soleil ☀**

Mettant fin à son heureuse dénomination de Groupe pour revenir à son origine de société holding (Compagnie française des pétroles, CFP), la désormais « compagnie » **TotalEnergies ne devrait-elle pas désormais s'appeler** « Compagnie transatlantique des Énergies », ou plutôt pour être en lien avec son

actionnariat ou prétendre faire moderne *Energies Transatlantic Company, ETC ? ETC... et caetera* comme sa communication de plus en plus éloignée de la réalité ?